



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le

03 MAI 2017

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

**de la SAS CRA AUTOMOBILE de mettre
en conformité ses installations de dépollution et démontage
de Véhicules Hors d'Usage
qu'elle exploite 2872, route d'Orange-RN7
à SORGUES (84700)**

**LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** le code de l'Environnement, et notamment ses articles et L.513-1 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** le décret du 11 février 2015 portant nomination du préfet de Vaucluse-M. Bernard GONZALEZ ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°440 du 14 mars 1997 autorisant la société RACCHINI à exploiter un dépôt de véhicules hors d'usage ;
- VU** l'arrêté préfectoral portant renouvellement d'agrément de centre VHU n°2012215-0005 du 2 août 2012 à la SAS CRA AUTOMOBILE sous le numéro d'agrément PR 84 00006 D et notamment l'article 3.3 et l'article 1 de Annexe II ;
- VU** le récépissé de changement d'exploitant délivré le 30 octobre 2013 au profit de la Société GROUPE FERT DEMOLITION ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire pour la SAS CRA AUTOMOBILE n° 2014339-0002 du 5 décembre 2014.
- VU** l'arrêté 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage et notamment l'article 10° de Annexe II ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2016 donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;

VU le rapport du 24 mars 2017 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne respecte pas les dispositions relatives :

- aux emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués ;
- aux emplacements affectés à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs ;
- à la récupération de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées dans un bassin de rétention ;
- à la demande pour les installations fonctionnant au bénéfice des droits acquis.

CONSIDÉRANT que le non-respect de ces prescriptions par la SAS CRA AUTOMOBILE et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L-511.1 du code de l'environnement.

SUR proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse ;

APRÈS communication du rapport de l'inspection des installations classées, le 24 mars 2017, à la SAS CRA AUTOMOBILE ;

ARRETE

ARTICLE 1

La SAS CRA AUTOMOBILE, ci-après nommée, exploitant, sise 2872 Route d'Orange RN7 – 84700 – SORGUES est mise en demeure pour ses installations situées à la même adresse :

- d'imperméabiliser avec dispositif de rétention, les surfaces affectées au démontage et à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués, prescrit à l'article 1° de Annexe II de l'arrêté préfectoral portant renouvellement d'agrément n°2012215-0005 du 2 août 2012, **sous un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- d'imperméabiliser avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs, les surfaces affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, prescrit à l'article 10° de Annexe II de l'arrêté 2 mai

2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage, **sous un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;

- de mettre en place le bassin de rétention de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, prescrit à l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral portant renouvellement d'agrément n° 2012215-0005 du 2 août 2012, **sous un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- de faire une déclaration à monsieur le préfet (DDPP) pour une installation de stockage de batteries usagées fonctionnant au bénéfice des droits acquis sous la rubrique 2718 pour l'installation, **sous un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;

ARTICLE 2

Les frais engendrés par l'application des dispositions de l'article 1 sont à la charge de la SAS CRA AUTOMOBILE.

ARTICLE 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 4

Les délais et voies de recours sont rappelés en annexe 0 du présent arrêté.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Sorgues, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Pour le préfet,
le secrétaire général,


Thierry DEMARET

ANNEXE 0 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS POUR LES DECISIONS RELEVANT DU REGIME DE L'AUTORISATION UNIQUE

RECOURS CONTENTIEUX : La juridiction administrative compétente est le tribunal administratif de Nîmes.

Article L181-17 : Créé par Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 - art. 1

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 181-9 et les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

NOTA : Conformément à l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 ces dispositions entrent en vigueur le 1er mars 2017 sous réserve des dispositions prévues audit article.

Article R181-50 : Créé par Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 1

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

NOTA : Se reporter aux dispositions de l'article 17 du décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 qui précisent les réserves d'entrée en vigueur.

RECOURS GRACIEUX OU HIERARCHIQUE

Article R181-51 : Créé par Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 1

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

NOTA : Se reporter aux dispositions de l'article 17 du décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017

qui précisent les réserves d'entrée en vigueur.

RECLAMATION

Article R181-52 Créé par Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 1

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

NOTA : Se reporter aux dispositions de l'article 17 du décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 qui précisent les réserves d'entrée en vigueur.

